



Direction vosgienne des Archives départementales

Rapport d'activités 2005

- I. Moyens 2005 et opérations d'investissement
- II. Contrôle des archives publiques
- III. Nouvelles entrées, nouveaux fonds consultables
- IV. Bilan des chantiers technologiques
- V. Une politique des publics diversifiée
- VI. Temps forts et réalisations 2005

Annexe. Rapport 2005 de la Conservation départementale des Antiquités et Objets d'art

Missions des Archives départementales :

- ◆ Collecter
- ◆ Conserver
- ◆ Classer
- ◆ Communiquer

I. Moyens 2005 et opérations d'investissement

I. 1. Le personnel.

- Mutations et arrivées

La D.V.A.D. compte 27 agents au 31 décembre 2005, soit **25 agents en équivalent temps plein** (4 agents à 80 % et 1 agent à 50 %).

	Filière culturelle	Filière administrative	Filière technique	Total
Personnel Etat				
Catégorie A	2	-	-	2
Personnel Fonction publique territoriale				
Catégorie A	2	2	-	4
Catégorie B	2	1	1	4
Catégorie C	5	8	4	17

Mutations et congés. - Anne-Émilie Perrin, agent du patrimoine, responsable des fonds privés et présidente de la salle de lecture, recrutée par le Conseil général des Hauts-de-Seine, pour le service des Archives départementales, à compter du 1^{er} novembre 2005, a été remplacée par Mélanie Gless, assistante de conservation, chargée des mêmes fonctions, recrutée à compter du 1^{er} novembre 2005. Le 1^{er} décembre 2005, Amandine Moreno, sur un grade d'agent technique, est venue pallier les absences cumulées de Francine Joly, agent technique principal, et Catherine Savy, adjoint administratif, toutes deux en congés maladie depuis février 2004. Catherine Savy a réintégré son poste à 50 % en décembre 2005, avec la perspective d'un retour à temps plein au début de l'année 2006 et vient pallier l'absence de Raymonde Florence, arrêtée pour rééducation post-opératoire depuis décembre 2005.

- Assermentation du personnel

Le *Code du patrimoine* (art. L.114-4 et L.114-5) stipule que tous « les fonctionnaires et agents chargés de la conservation ou de la surveillance des objets ou documents mentionnés aux § 3 et 4 de l'art. 322-2 du *Code pénal* » (= archives publiques) peuvent être assermentés, préconisation figurant dans l'instruction de la direction des Archives de France (DPACI/RES/2002/006) du 27 novembre 2002 sur la sécurité des collections publiques. L'ensemble du personnel de la DVAD a prêté serment devant le tribunal d'instance d'Épinal à l'automne 2005, afin d'être habilité à dresser procès-verbal de constat d'effraction au *Code pénal*, en cas de vol, d'aliénation ou d'acte de vandalisme touchant les archives publiques en salle de lecture et dans le ressort du département des Vosges. Ce constat préalable permet au Département d'être en mesure de porter plainte.

- Évolution de l'organigramme

Deux critères ont amené, en décembre 2005, à modifier l'organigramme de la DVAD (voir ci-joint) et à créer un pôle « Traitement de l'image patrimoniale », réorganisant la chaîne de production de supports de substitution (conditionnement / classement / cotation / microfilmage ou numérisation / indexation / intégration aux bases documentaires), notamment pour soutenir la production numérique :

- ✓ achèvement du chantier de numérisation des sources généalogiques (2003-2005) et réaffectation des agents sur les missions du pôle « Traitement de l'image ».
- ✓ volonté de renforcer les missions d'encadrement intermédiaire des agents de catégorie A de la DVAD (Nicole El-Haïk, Béatrice Houot, Benoît Martin)

- Formation reçue

Formations continues. - 12 agents de la D.V.A.D. ont bénéficié, dans le cadre du plan de formation 2005 ou au titre des formations liées aux concours, de 69 jours de formation, auprès d'organismes généralistes (Centre national de la fonction publique territoriale) ou spécialisés (Direction des Archives de France, Association des archivistes français). A quoi s'est ajoutée une formation de 3 jours pour l'ensemble du personnel en conservation préventive, dispensée sur place (identification des pathologies, manipulation des documents, choix de matériaux adaptés) (10-12 mai 2005). La totalité du service a, enfin, effectué une visite de formation d'une journée aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle et au Musée des beaux-arts de Nancy (cabinet des dessins), pour comparaison et enrichissement des pratiques professionnelles (juillet 2005). L'augmentation des agents formés répond à un souci marqué au sein de la DVAD pour le maintien de la technicité professionnelle des agents.

Formation reçue	(pour mémoire, 2004)	2005
Nombre d'agents concernés	9	27
Nombre de jours de formation	126	73

Formations post-concours. - Joëlle Laurençon, assistante de conservation stagiaire depuis le 1^{er} janvier 2004, et Béatrice Houot, titularisée le 1^{er} décembre 2004 au grade d'attachée territoriale, ont poursuivi leurs stages respectifs (FAE et FAT du CNFPT).

- Implication dans la formation professionnelle

Vacataires d'été. - Au cours de l'été 2005, comme les années précédentes, plusieurs vacataires (archives du monde du travail + enfants du personnel départemental) ont été accueillis à la D.V.A.D. Encadrés par 15 agents pendant 3 mois, ils ont permis de résorber plusieurs arriérés de classement et d'avancer des chantiers de reconditionnement. Ce dispositif est essentiel pour que la DVAD maintienne son taux annuel de reconditionnement et de classement (1000 m linéaires) et améliorer ainsi la proportion d'archives accessibles au public : au 31 décembre 2005, seulement 65 % des fonds sont pourvus d'un instrument de recherche.

Accueil de stagiaires. - La D.V.A.D a accueilli plusieurs stagiaires en 2005, grâce à l'implication de 25 agents du service sur 27, poursuivant son partenariat avec les instances de formation à l'échelle interrégionale et départementale et avec les services culturels du département : université de Mulhouse, licence Geidoc ; Écoles de Condé (reliure et arts graphiques), Lyon ; institution Notre-Dame, Epinal ; Centre national de la fonction publique territoriale, agence d'Epinal ; institution Notre-Dame de La Providence, Saint-Dié des Vosges, section Photographie ; centre A.F.P.A., Remiremont ; collège Le Tertre, Remiremont ; Musée départemental d'art ancien et contemporain, Epinal ; Musée de la lutherie, Mirecourt ; Archives municipales, Epinal ; Bibliothèque municipale, Epinal.

	Stagiaires	Vacataires
Nombre de personnes accueillies	17	18
Nombre d'encadrants DVAD	25	15
Nombre de jours de présence	262	340

Formation des communes et des services versants. - Outre le déplacement pour former à l'archivage les communes de Bruyères et de Cornimont, en mars 2005 a débuté un cycle de formations mensuelles à l'archivage des documents publics, à l'attention des services versants du département, qui trouvera son terme à l'automne 2006. Organisées par secteur d'activités et animées par trois membres du service, elles se tiennent au rythme de deux par mois : approche théorique et législative, présentation des procédures d'élimination et de versement, visite des Archives départementales.

<i>Formation dispensée aux services publics</i>	(pour mémoire, 2004)	2005
Nombre d'agents concernés	6	6
Nombre de jours de formation	102	127

Les services administratifs formés dans ce cadre sont en 2005 :

- Conseil général des Vosges (DGS, DVSP, DVEFT, DVSAAJD, DFI, DVIS/AGM, DVIS, DVP, DVBDP), Association des maires
- DDE des Vosges, DRIRE de Lorraine, antenne d'Epinal, et Service de la Navigation
- URSSAF, DDASS des Vosges, DDTEFP des Vosges, CPAM
- Préfecture des Vosges, sous-préfectures de Neufchâteau et Saint-Dié
- Etablissements hospitaliers
- Inspection académique, Tribunal de grande instance d'Epinal, Conseil de prudhommes de Remiremont
- Lycées
- SDIS des Vosges, ONAC Vosges, DDRG des Vosges, DDSP des Vosges, Foyer départemental de l'Enfance
- DDSF des Vosges, CRC de Lorraine, Centre de formation professionnelle et de promotion agricole et forestière

I. 2. Les moyens financiers.

- Budget 2005

Le budget voté par le Département pour la D.V.A.D. (Organisation + Programme 23 Culture) a représenté dans sa globalité 740 400 € pour l'année 2005.

	BP 2005	DM1 2005	DM2 2005	Total
Exploitation	205 700 €	5 000 € *	8 000 € ***	218 700 €
Investissement	475 700 €	46 000 € **	-	521 700 €
Total	681 400 €	51 000 €	8 000 €	740 400 €

* Achat d'espaces publicitaires pour les expositions (Progr. 23).

** Mobilier et matériel de stockage pour le local de Chavelot (Organisation) ; solde de la numérisation de l'état civil et achat d'archives (Progr. 23).

*** Transport et affranchissement (Organisation).

- Les dépenses

Les dépenses exploitation et investissement de la D.V.A.D. pour effectuer ses missions en 2005 ont été imputées :

- ✓ aux crédits propres à la direction : exploitation : 129 914, 26 € / investissement : 439 589, 45 €. Le taux d'épuisement des crédits votés est en 2005 de 83,6 % : le reliquat représente le solde de la facturation de la prestation externalisée de numérisation, qui s'achèvera sur janvier-mars 2006 (avenant au marché triennal).
- ✓ aux crédits délégués provenant d'autres directions : D.V.P. (travaux, fluides) et D.V.I.R. (parc informatique) (880 675, 14 €) et D.V.R.H. (charges de personnel) (878 859, 57 €).

Dans la ventilation des dépenses 2005, on constatera la **part écrasante des dépenses d'investissement**, liées à deux facteurs :

- ✓ achèvement de la 3^e tranche du plan triennal de numérisation
- ✓ achèvement de l'équipement des silos en rayonnages : rayonnages et meubles à plans dans 2 magasins du niveau 6, tablettes de travail dans tous les magasins, rayonnages dans la salle des expositions itinérantes.

- Les recettes

Les recettes de la DVAD proviennent de trois sources : 1) travaux photographiques et photocopies vendus aux lecteurs, 2) prestation de reliure-restauration pour les communes, 3) vente d'ouvrages imprimés (catalogues d'expositions, répertoires numériques). Les recettes 2005 représentent une augmentation de 13,5 % par rapport à 2004, qui peut être imputée à deux facteurs : le succès du catalogue *Le train entre en gare ! La compagnie des chemins de fer de l'Est (1854-1937)* et la vente réalisée lors de l'ouverture exceptionnelle du bâtiment aux Journées du patrimoine (sept. 2005).

Recettes 2005	18 946, 53 €
(pour mémoire, recettes 2004)	16 685, 67 €

➔ 13,5 %

I. 3. Bâtiment et équipements.

- Saturation des magasins de conservation (horizon 2008)

Les magasins des Archives départementales seront totalement saturés dans un délai de 3,5 ans (voir III.1). L'alerte donnée dès le début des années 2000 a fait intégrer l'extension du site du Saut-le-Cerf au plan quadriennal 2004-2007 (100 000 € d'A.P. (Progr. 29)).

Projet d'extension. - A la suite de la visite de l'inspectrice des Archives de France (déc. 2004), et de la rédaction par la DVAD d'un pré-programme fonctionnel pour l'extension du bâtiment actuel (magasins + administration), qui a reçu la validation de la direction des Archives de France, un appel d'offres a été lancé par la D.V.P. au début de l'été 2005, pour le recrutement d'un programmiste (50 000 € de crédits d'études en DM1 2005 (Progr. 29)). Le cabinet lauréat, MCCO (Maisons-Alfort, 94), a conduit 7 semaines d'études (sept.-nov. 2005), avant de rendre un document de cadrage en janvier 2006.

Prospection et destruction des éliminables. - Pour freiner la menace de saturation, tous les bordereaux de versement d'archives contemporaines (1980-2000) ont été repris systématiquement pour éliminer les liasses d'archives dont la législation n'impose pas la conservation définitive. Sur les 7,5 km linéaires d'archives contemporaines, l'opération a abouti à détruire 230 m linéaires (févr. et nov. 2005) sur des crédits de destruction votés en DM 2. Il est donc aujourd'hui impossible de réduire de façon significative les fonds conservés.

Dégagement d'espaces de stockage. - De nouveaux espaces ont été dégagés pour stocker des matériels d'exposition et de conditionnement, qui occupaient une partie des magasins de conservation :

- ✓ déclasser et détruire des mobiliers et matériels hors d'usage
- ✓ transférer dans un bâtiment de stockage du Conseil général (Chavelot) des mobiliers valides d'usage occasionnel
- ✓ suppression de la fonction « pré-archivage » aux Archives départementales, au profit d'un stockage annexe commun aux directions du Conseil général, livré en décembre 2005 (1,4 km linéaires) (aménagé sur crédits DM1 2005, voir *supra* I.2.).
- ✓ restitution aux services de publications stockées aux Archives départementales (Maison natale de Jeanne d'Arc, DVP-AC)

- Aménagements et équipements nouveaux

Façades et abords. — Les abords des Archives départementales ont fait l'objet d'un chantier de réhabilitation au cours de l'automne et de l'hiver 2005 : ravalement des façades (silos + bâtiment administratif), pose d'un enduit cryptogamique sur les silos, remplacement de l'escalier d'accès, peintures des barreaudages métalliques.

Salle d'exposition. — Dans la salle d'exposition, réhabilitée au cours de l'hiver 2004-2005, a été installée une centrale de climatisation, afin de respecter les normes de conditions environnementales (présentation temporaire de documents originaux).

Local de l'autoclave. — Le local de l'autoclave (d'usage aujourd'hui interdit) a été réhabilité en bureau pour 1 voire 2 agents, et câblé.

Local informatique et centre de documentation. — Ont été aménagés et câblés un local informatique, destiné au serveur d'hébergement des fonds numérisés de la DVAD, et un centre de documentation professionnelle (abonnements, instruments de recherche, circulaires, rapports annuels d'activités, plate-forme de numérisation, textes législatifs et techniques).

Équipements de climatisation. — Dans le cadre du renouvellement du marché de climatisation et de suivi environnemental des silos de conservation (avril 2005) a été réalisé un audit sur les équipements de climatisation (obsolescence des logiciels de la GTC, étanchéité des armoires de ventilation, remplacement des gaines, réétalonnage des sondes). Les combles au-dessus du 6^e niveau, non étanches, ont été repris pour limiter les fuites et les inondations subies lors des intempéries. Par ailleurs, la DVAD a acquis un logiciel de suivi des conditions climatiques à sondes portatives (mai 2005), afin de réaliser ses propres relevés et graphiques, par roulement, à chaque niveau des silos. Patrice Guyot, relieur-restaurateur, a été nommé responsable du suivi de la climatisation. Ces démarches n'ont cependant pas empêché le développement à deux reprises dans l'année de deux infestations fongiques localisées (pénicillium, ulocladium), par infiltration au niveau 1 par manque de drainage et fuites de la toiture. La condensation intérieure des structures métalliques, du fait de l'absence de sas thermique sous l'allège des fenêtres des silos, crée également des conditions favorables au développement de moisissures.

Rayonnages. — L'équipement des deux derniers magasins du 6^e niveau en rayonnages de stockage (rayonnages fixes, rayonnages mobiles, meubles à plans mobiles) a été livré en 2005. Ils permettront la poursuite de la collecte des documents administratifs postérieurs à 1940 et la désaturation de la salle des cartes et plans du niveau 1. Ont été compris dans ce marché l'acquisition de tablettes à abattants, pour les épis de tous les magasins de conservation (éviter la consultation au sol des articles d'archives), et celle de rayonnages fixes grande profondeur pour la salle des expositions itinérantes (env. 500 panneaux ou rouleaux).

Ascenseurs. — Les deux ascenseurs desservant les 6 niveaux des magasins de conservation et les bureaux d'étages des niveaux 2 à 5 ont été remplacés et raccordés au système de sécurité.

- Conservation préventive et conservation-restauration : un investissement pour l'avenir des collections

Conservation préventive. - Les conditionnements en matériaux neutres (liasses d'archives, registres, tirages photographiques, affiches, cartes postales, plans, etc.) sont en nette augmentation en 2005. Le personnel a été formé, en son ensemble, à la conservation préventive par une session de 3 jours en interne et de nouvelles pratiques de conditionnement instaurées.

	(pour mémoire, 2004)	2005
Reconditionnement en matériaux neutres	619,95 ml	1048 ml
Désinfection externalisée (oxyde d'éthylène)	24 ml	15 ml

Pour garantir l'état sanitaire des documents, les travaux de dépoussiérage des silos débutés en 2004 (tour Nord) ont été poursuivis en 2005 par la tour Centre par un prestataire extérieur. Chaque tour sera nettoyée intégralement une fois tous les trois ans.

Reliure et restauration. – La reliure et la restauration présentent aussi des chiffres en hausse sensible en 2005.

	(pour mémoire, 2004)	2005
Reliure (coll. internes, commandes des maires)	60 vol.	130 vol.
Restauration (doc. d'état civil en vue de numérisation et des expositions temporaires)	742 unités	1590 unités

Plan pluri-annuel de restauration des documents incommunicables (archives, bibliothèque). - L'estimation par le progiciel Gaia de quelque 7 580 documents des Archives départementales incommunicables au public en raison de leur mauvais état ou d'un état fragilisé (état au 31 déc. 2004) a amené à déterminer un programme pluriannuel de restauration en 9 volets, dont la mise en œuvre a été lancée en 2005. Les critères ont été :

- ✓ taux de communication des articles en salle de lecture (stat. 2003), afin de répondre au plus près aux demandes des lecteurs,
- ✓ existence ou non de supports de substitution, écartant les originaux de la communication au public,
- ✓ période chronologique, afin de traiter de façon concomitante les documents présentant des supports et des pathologies comparables.

Plan pluri-annuel de restauration des documents incommunicables		
Séries	Intitulés	Nb d'articles d'archives concernés au 31/12/2004
Archives		
Campagne 1		
5 E	Archives notariales.	5 E : 636 / 5 E provis. : 153
3 E	Communautés d'habitants avant 1790	1
Campagne 2		
4 E	Registres paroissiaux et d'état civil.	13
E dépôt	Archives communales déposées	883
Campagne 3		
Q	Domaines, enregistrement, hypothèques. 1800-1940.	3 Q : env. 2000 / 4 Q : env. 1000 / 20 Q : 2
56 R	Dommages de guerre. 1914-1940.	5
P	Finances et impôts. 1800-1940.	3 P : 993 / 52 P : 4 / 113 P : 12
Campagne 4		
M	Préfecture. 1800-1940	6 M : 1 / 36 M : 1 / 47 M : 2
2 O	Affaires communales. 1800-1940.	3
3 Z	Sous-préfecture d'Epinal. 1800-1940.	10
T	Instruction publique. 1800-1940.	11 T : 1 / 19 T : 5
U	Justice. 1800-1940.	21 U : 3 / 25 U : 8 / 26 U : 7
Campagne 5		
B	Archives judiciaires avant 1790.	B : 72 / B prov : 2 / 3 B : 1
2 C	Domaines et timbre avant 1790	1
G	Clergé séculier avant 1790.	110
I	Compl. séries religieuses avant 1790.	1 I : 2 / 4 I : 1 / 6 I : 1
H	Clergé régulier avant 1790.	1 H : 3 / 2 H : 1 / 7 H : 5 / 12 H : 444 / 13 H : 2 / 17 H : 30 / 18 H : 1 / 37 H : 2 / 41 H : 1 / 50 H : 2
L	Période révolutionnaire. 1790-1800.	56
Campagne 6		
2 Fi	Fonds figurés.	356
Campagne 7		

W	Archives administratives, après 1940.	1835 W : 15 / 1837 W : 21 / 1872 W : 26 / 1905 W : 2 / 1906 W : 1 / 1918 W : 2
Campagne 8		
J	Archives privées.	10
Bibliothèque		
JPL	Journaux périodiques locaux.	23
In-Fol et In-8°	Ouvrages in-folio et in-8°.	In-fol : 5 / In-8° : 2
Br	Brochures.	2

II. Contrôle des archives publiques

Le contrôle scientifique et technique des archives publiques est exercé par le directeur des Archives départementales pour le compte de l'État (décret n° 79-1037 sur la compétence des services d'archives publiques, décret n° 88-849 sur le contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales, *Code du patrimoine* (livre II)). Il revêt plusieurs formes : inspections, visites de conseil et d'aide, formation des agents, visas de destruction de documents publics, tableaux de gestion des archives.

II.1. Le ressort territorial

Ce contrôle s'applique en 2005, à l'échelle du territoire des Vosges, sur les services suivants :

- ✓ 4 services d'archives municipales constitués : Épinal, Neufchâteau, Rambervillers, Saint-Dié des Vosges
- ✓ 5 services de préarchivage : Conseil général (depuis 2005), préfecture des Vosges, OPAC des Vosges, Direction départementale de l'Équipement, Chambre régionale des comptes
- ✓ 986 services publics, officiers ministériels ou organismes privés chargés de missions de service public : communes, notaires, trésoreries, lycées, collèges, écoles, établissements de santé, etc.

II.2. Visites, formations et aides à l'archivage

	Inspections	Visites d'aide, préparation de collectes	Formations (services et bureaux formés)	Tableaux de gestion des archives
Services du Conseil général et établs publics départementaux		7	31	2
Services déconcentrés et établs publics de l'État		31	168	8
Officiers publics (notaires)		3		
Communes	15		2	
Etabls de santé		4	17	
TOTAL 2005	15	45	218 services	10
(Pour mémoire, chiffres 2004)	4	72	3 agents sur 11 j.	1

La forte augmentation des inspections, des formations et des tableaux de gestion par rapport à 2004 s'explique par l'absence de visites de services publics pendant l'intérim de la direction (mai-sept. 2004) et par la reprise des inspections communales, interrompues fin 2003. Les quatre services d'archives communales constitués du département ont été visités en janvier et février 2005 et les inspections communales, menées de déc. 2004 à avril 2005. La saturation de la salle de préarchivage de la DVAD par une trentaine de dépôts communaux non traités, remontant au début des années 1990 (500 m linéaires), a obligé à suspendre les collectes réglementaires des documents centenaires des villes de moins de 2000 habitants pour un an, afin que les deux agents (ETP : 1,8) chargés des archives communales puissent résorber cet arriéré volumineux avant d'engager de nouveaux classements. Vingt-deux dépôts d'archives communales des années 1990 ont pu ainsi être inventoriés en un an (voir III.2.).

II.3. La destruction des archives publiques.

Les visas d'élimination ont été, comme en 2003-2004, instruits en grand nombre, confirmant la bonne application par les services publics et par les communes des Vosges de la procédure de demande d'accord préalable à la destruction des archives publiques (loi n° 79-1037 du 3 déc. 1979). Le nombre de demandes est en nette augmentation par rapport à 2004 en raison du rappel des procédures d'éliminations fait tant auprès des mairies (rappel sur le tri des publications officielles) que des services versants du département (formations à l'archivage lancées en mars 2005).

	Nombre de visas accordés	Métrage linéaire (ml) éliminé
Services du Conseil général et établissements publics départementaux	26	213, 80
Services déconcentrés et établissements publics de l'Etat	61	3 642, 10
Communes	57	668, 69
Etablissements publics de coopération entre collectivités territoriales	1	1,76
Etablissements de santé	37	462, 55
TOTAL 2005	182	4 988, 90
(pour mémoire, chiffres 2004)	130	5 767, 42 ml

III. Nouvelles entrées, nouveaux fonds consultables

III.1. L'accroissement des fonds.

- Archives publiques

52 services publics ont versé en 2005, issus des directions du Conseil général, des services déconcentrés et établissements publics de l'Etat, des établissements de santé, des notaires et des communes. La forte augmentation du nombre de versements peut être imputée aux formations lancées en mars 2005.

	(pour mémoire 2004)	2005
Entrées	878, 91 ml	723, 33 ml
Eliminations (voir I.3)	29, 80 ml	230, 20 ml
Accroissement net	849, 11 ml	493, 13 ml
Nb de services ayant versé	38	52

Les entrées concernent exclusivement des archives définitives. Devant l'imminence de la saturation des magasins (3,5 ans) et le manque d'économie d'occuper des salles climatisées par des archives intermédiaires vouées à la destruction, la décision a été prise, en effet, de ne plus accepter les archives intermédiaires des directions du Conseil général, mais de pratiquer le tri en amont, comme pour les services déconcentrés. L'année 2005 a permis l'aménagement d'un local de préarchivage de 1400 ml de capacité à Chavelot, destiné aux directions du Conseil général, comme il en existe déjà quatre dans les Vosges (DDE, OPAC, préfecture, CRC). La gestion des entrées et des sorties et le récolement sont assurés par deux agents de la DVAD ; les transferts, par la DVP.

Les collectes d'archives communales ayant été temporairement suspendues (voir II.2), l'accent a été mis sur la collecte des trois dernières études du département qui n'avaient jamais versé leurs minutes centenaires. Trois fonds exceptionnellement anciens ont été ainsi versés : Remiremont (15 déc. 2004), Raon-l'Etape (24 févr. 2005), Saint-Dié (9 févr. 2006).

Le minutier ancien des notaires des Vosges (XVIe-XXe s.) est désormais intégralement conservé aux Archives départementales, où il occupe 1,7 km linéaires.

- Archives privées

Les archives de statut privé sont l'ensemble des documents entrés par contrats de don ou de dépôt, par liquidations judiciaires ou par achats. Les entrées sont demeurées stables par rapport à 2004.

	Métrages linéaires	Unités
Archives d'entreprises	41 ml	
Archives d'associations, de partis politiques ou de syndicats	40 ml	
Dossiers clients (notaires)	23 ml	
Archives personnelles et familiales	3,20 ml	
Archives culturelles	2,20 ml	
Pièces isolées	0,15 ml	
TOTAL	109, 55 ml	
(pour mémoire, chiffres 2004)	113 m.l.	50 unités

Parmi les acquisitions notables de l'année 2005, signalons 21 ouvrages et registres du fonds ancien du chapitre des chanoinesses de Remiremont (XVIe-XIXe s.), achetés en vente publique (déc. 2005), sur un crédit exceptionnel, en complément des achats de la Bibliothèque municipale de Remiremont et de la Société d'histoire locale du pays de Remiremont (pour la Bibliothèque), pour conserver ce fonds en collections publiques.

- Bibliothèque historique et administrative

	(pour mémoire, 2004)	2005
Entrées	15, 04 ml	17, 20 ml
Sorties définitives	2, 14 ml	24, 45 ml
Accroissement	12, 90 ml	-7, 25 ml

La bibliothèque historique des Archives conserve plus de 16 000 ouvrages imprimés, plus de 1000 titres de périodiques anciens et gère 69 abonnements actifs (revues historiques, patrimoniales, professionnelles, etc.). Son taux d'accroissement a été négatif en 2005, en raison de la restitution à la Maison natale de Jeanne d'Arc (centre d'interprétation) des ouvrages acquis dans les années 1990 pour le compte de la Commission johannique, en vue de dégager des espaces de stockage supplémentaires.

- Documents figurés

	NOMBRE D'UNITES	
	(pour mémoire, 2004)	2005
Cartes et plans	5	2302
Cartes postales	197	25
Tirages photographiques	1 090	43
Plaques de verre	-	692
Gravures, estampes, dessins	445	3
Affiches	53	553
CD-Roms	1	-

Très diversement réparties par rapport à 2004, les entrées de documents figurés en 2005 ont été essentiellement marquées par le versement des plans du cadastre dit napoléonien de l'arrondissement de Remiremont et par l'entrée de fonds de plaques de verre (1910-1930) (Andriot, photographe ; Javelet, érudit local).

- Bilan annuel de l'accroissement : vers la saturation

L'année 2004 avait connu un volume d'accroissement annuel particulièrement important (plus de 900 m.l.), qui dépassait largement la moyenne annuelle enregistrée sur la période 1997-2003 (environ 600 m.l.). L'année 2005 est revenue dans la moyenne de la décennie, du fait de deux paramètres :

- ✓ versements quantitativement plus faibles de la part des services déconcentrés
- ✓ destruction systématique des archives après 1940 légalement éliminables après 1940

	Entrées	Eliminations / Sorties définitives	Accroissement net
Archives publiques	723, 33 ml	230, 20 ml	493, 13 ml
Archives privées	109, 55 ml	-	109, 55 ml
Bibliothèque patrimoniale	17, 20 ml	24, 45 ml	- 7, 25 ml
Documents figurés *	3 618 unités	-	3 618 unités
TOTAL 2005	850, 08 ml + 3 618 unités	254, 65 ml	595, 43 ml + 3 618 unités
(pour mémoire : chiffres 2004)	1 007, 85 m.l. + 1 841 unités	31, 94 m.l.	975, 91 m.l. + 1 841 unités

L'occupation du bâtiment est donc passée au 31 décembre 2005 à 23 625 ml sur 28 000 m.l. équipés. Le métrage disponible est au 31 déc. 2005 de 4 375 ml, chiffre qu'il faut minorer de 2 000 ml, en raison de l'incompatibilité pour l'archivage d'une partie des niveaux 1 et 6 des silos de conservation : eaux d'infiltration au niveau 1, problèmes de perméabilité de la toiture et fuites au niveau 6. Deux magasins, qui sont exposés au développement d'infestations fongiques, sont donc réservés au stockage de boîtes ou exclus du stockage d'archives définitives.

Au 31 décembre 2005, seulement 2 375 ml de magasins sont encore exploitables pour l'archivage. Sachant que le taux moyen d'accroissement annuel, de 1997 à 2005 inclus, est de 630 ml, le délai de saturation totale des magasins de conservation est donc de 3,5 ans.

III.2. Avancée des classements.

- Récolement général des fonds

Le récolement général des 23,6 km linéaires d'archives conservées, prévu règlementairement dans le cadre de la prise de fonctions de la directrice des Archives départementales, a été repoussé dès l'automne 2004, afin de donner la priorité à l'achèvement du plan de numérisation des sources généalogiques, mobilisant 14 agents sur 27 et contraint dans un délai triennal (2003-2005). Lancé dès fin 2005, le récolement général a été réparti sur l'ensemble des agents sur 6 mois (nov. 2005-avril 2006). Le dernier récolement en date remontait à 1988, lié au déménagement de la préfecture au Saut-le-Cerf. L'opération a d'ores et déjà mis en avant des lacunes importantes dans l'enregistrement des entrées et dans le récolement permanent informatisé (Gaia). Ces constats déboucheront en 2006 sur l'élaboration d'un document de synthèse, adressé à la direction des Archives de France, et sur la correction complète du récolement informatisé. Il facilitera notamment le travail des magasiniers chargés de la desserte de la salle de lecture.

- Classement et rédaction d'instruments de recherche.

L'excellent travail de classement mené en 2004 (966 ml) s'est accru encore en 2005 (plus d'1 km linéaire), avec une priorité donnée aux archives modernes (1800-1940) et aux archives communales.

Au 31 décembre 2005, la part de fonds classés est estimée à 15 sur 23,6 km linéaires, soit 63, 5 %.

Archives modernes. — Le centenaire de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat a engagé à reclasser, reconditionner et publier le répertoire numérique de la série V « Administration des cultes dans les Vosges (1801-1940) », dont le classement était quasiment achevé depuis 1993. Le classement de la série O a été poursuivi avec les sous-séries 1 O et 4 O, la sous-série 3 O ne devant s'achever qu'au cours de l'année 2006, avant d'en réaliser la publication. Le classement et le reconditionnement de la sous-série 3 P Cadastre (1802-1930) a été engagée après les derniers versements des plans dits napoléoniens par les conservations.

Archives contemporaines. — Les bordereaux de versement W n'étant accessibles en salle que pour 12 d'entre eux, un plan de reprise des 1400 bordereaux existants a été mis en place sur 2005-2006, afin d'ouvrir à la recherche les 7,5 km linéaires d'archives de la seconde moitié du XX^e siècle. Ce travail lourd implique la directrice et 3 agents de la DVAD : relecture, intégration des délais de communicabilité (notamment pour les fonds de la Seconde Guerre mondiale), repérage des éliminables, récolements topographiques informatisés, édition d'un état des versements.

Archives hospitalières. – Le recrutement d'une secrétaire de documentation (Etat) au cours de l'été 2004 a permis de relancer le secteur en souffrance des archives hospitalières du département.

- Bilan du volume classé

Séries anciennes (avant 1790)	néant
Séries modernes (1800-1940)	437, 83 ml + 2000 plans
Série W (après 1940)	93, 75 ml
Archives communales et hospitalières (dépôts)	125, 21 ml
Archives notariales	250, 12 ml
Etat civil	40 ml
Archives privées	90 ml
Documents figurés	11 ml
TOTAL 2005	1 047, 91 ml + 2000 plans
(pour mémoire, chiffres 2004)	966, 18 m.l. + 284 plans

- Détail des fonds classés en 2005

Séries modernes

1 O	Généralités et affaires communales. 1800-1940.
3 O	Voirie vicinale. 1800-1940 (en cours).
4 O	Dons et legs. 1800-1940.
3 P	Cadastré. 1802-1930.
4 M	Police. 1800-1940.
54 M	Office national des forêts : agence de Remiremont. 1800-1940.
V	Administration des cultes dans les Vosges. 1801-1940. <i>Publié.</i>

Séries contemporaines (après 1940).

2047 W	Cabinet du préfet.
2057 W	Banque de France, comptoir de Saint-Dié.
2072 W	Conseil général des Vosges : Archives départementales.
2074 W	Cabinet du préfet.
2086 W	Préfecture des Vosges : direction des Actions interministérielles.
2090 W	Conseil général des Vosges : direction générale des Services.
2091 W	Préfecture des Vosges : secrétariat général.
2095 W	Comité départemental du tourisme.
2100 W	Centre des impôts fonciers de Remiremont.
2102 W	Office national des forêts : agence de Remiremont.
2109 W	Banque de France : comptoir d'Épinal.
2111 W	Conseil général des Vosges : direction générale des Services.
2112 W	Préfecture des Vosges : secrétariat général.
2113 W	Conseil de prud'hommes d'Épinal

2115 W	Conseil général des Vosges : direction générale des Services.
2117 W	Préfecture des Vosges : secrétariat général.

Etat civil

4 E	Registres d'état civil du tribunal de grande instance d'Épinal (1893-1903).
-----	---

Notaires

5 E 50	SCP Marion et Helluy, notaires à Remiremont. XVIIe-XXe s.
5 E 51	Etude Vogelweith à Raon l'Étape. XVIIIe-XXe s.
5 E 19	Etude André à Châtenois. <i>Reprise.</i>
5 E 21	Etude Bazelaire à Mirecourt. <i>Reprise.</i>
5 E 31	Etude Paris à Bains-les-Bains. <i>Reprise.</i>

Archives privées

8 J	Fonds Société d'émulation des Vosges
27 J	Fonds J.-B. Masso, chirurgien
40 J	Fonds Jules, Charles et Abel Ferry
57 J	Archives paroissiales : Balléville Bellefontaine Courcelles-sous-Châtenois Rainville Saint-Amé Tendon Viocourt
102 J	Fonds du chemin de fer Etival-Clairefontaine
168 J	Fonds Lorentz, architecte
186 J	Fonds Decourbe et Dewroiwé
188 J	Fonds Aristide Humbertclaude, ingénieur des chemins de fer, maire de Tendon
191 J	Fonds Pierre Jeandidier, critique d'opéra et de théâtre (Bussang)

Fonds figurés

10 Fi 9	Plaques de verre Ernest Andriot (1875-1934).
---------	--

Archives communales

E dépôt	Baudricourt Bresse (La) Charmois-l'Orgueilleux Coussey Darney-aux-Chênes Florémont Gemmelaincourt Girmont Grande-Fosse (La) Granges-sur-Vologne Grignoncourt Gugney-aux-Aulx Hardancourt Houécourt Madonne-et-Lamerey Mirecourt Regney Socourt Thons (Les)
---------	--

Val d'Ajol (Le)
Vaubexy
Vaxoncourt

Archives hospitalières

H dépôt Bulgnéville
 Charmes
 Cornimont
 Darney
 Fraize
 Lamarche
 Rambervillers
 Raon-l'Étape.

IV. Bilan des chantiers technologiques

IV.1. Laboratoire de microfilmage et de photographie.

Les supports de substitution (microfilmage, numérisation) écartent de la consultation directe les originaux fragiles ou trop demandés (séries anciennes, sources généalogiques, documents figurés). C'est un véritable investissement pour l'avenir. En 2005 ont été réalisés le microfilmage intégral des archives anciennes de Remiremont, avec le concours financier de la commune, et la poursuite de celui des archives du clergé séculier avant 1790 (série G) (fin prévue en 2006), pour compléter la numérisation des microfilms de la série H (Clergé régulier avant 1790), livrée en 2004.

	Pour conservation	Pour vente au public	TOTAL 2005	(pour mémoire, 2004)
Microfilmage	2 858 m	931 m	3 789 m*	3 351 m*
Photographies	37	207	244	520

* masters + duplication

La réduction des commandes du public en argentique (diapos, tirages) est conforme à la tendance générale du tout numérique (voir en corollaire : IV.2.).

IV.2. Chantiers de numérisation.

- Programmation interne

Les campagnes de numérisation internes ont concerné les fonds suivants :

- Imagerie d'Epinal S.A. (48 J)
- Plaques de verre
- Fonds figurés divers (2 Fi, 4 Fi, 5 Fi, 48 T) pour le catalogue *Jules Ferry* et les plaquettes promotionnelles
- Cartes et plans (dont fonds ancien de Remiremont)

Nb de vues numériques	2005	(pour mémoire, 2004)
Programmation du service	4 819	3 398
Commandes du public	3 816	64
TOTAL	8 635	3 462

L'année 2005 a vu l'explosion des demandes de reproductions numériques de la part du public : 64 vues en 2004 contre 3816 en 2005.

- Prestation externalisée : la numérisation des sources pour l'histoire des familles

Le plan triennal de numérisation externalisée des sources généalogiques des Vosges (d'après les originaux) s'est achevé tout début 2006 avec 2 800 000 pages, soit 11 700 CD-R et leur copie. **Coût total sur 3 ans : 650 000 €.** Plus de la moitié du service a été mobilisée par ce chantier (collecte et préparation des documents à numériser, contrôle de l'état sanitaire, restauration éventuelle, vérification quantitative et qualitative des vues numériques). La DVAD est à la tête d'une collection de 2 900 000 fichiers numériques, dont une partie seulement dispose d'un stockage sécurisé sur un serveur.

Bilan des fonds numérisés 1997-2006

	Dates extrêmes	Années de réalisation	Mode de stockage
Fonds figurés			
Cartes et plans (2 Fi)	XVIIe-XIXe s.	depuis 1997	SAN
Affiches (5 Fi)	XIXe-XXe s.	depuis 1997	SAN
Images d'Epinal (48 J, 8 T, 18 Fi)	XIXe-XXe s.	depuis 1997	SAN
Cartes postales (4 Fi)	XXe s.	depuis 1998	SAN
Plaques de verre (10 Fi)	début XXe s.	depuis 2005	SAN
Sources textuelles			
Archives du clergé régulier avant 1790 (G)	XIe s.-1790	2003-2004	CD-R* (temporaire)
Registres paroissiaux et d'état civil (4 E, E dépôt)	1526-1904	2003-2005	CD-R* (temporaire)
Tables décennales (8 E)	1802-1893	2005	CD-R* (temporaire)
Recensements de population (6 M)	1856-1936	2005	CD-R* (temporaire)
Registres matricules (56 R)	1850-1900	2005-févr. 2006	CD-R* (temporaire)
TOTAL		2 900 000 fichiers numériques	

* en attente de serveur pour hébergement

Tests de vieillissement des CD-R. - Comme 28 autres services d'archives français, la DVAD a confié un éventail de 15 CD-R représentatifs de ces différents programmes de numérisation au Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), dans le cadre d'un programme de tests engagé par la direction des Archives de France, pour une analyse des capacités de résistance au vieillissement de ces supports.

L'étude de ces cas et l'instruction ministérielle élaborée en conséquence ont corroboré les demandes de la DVAD d'un hébergement sécurisé sur serveur (crédits DVIR), seule solution autorisant par ailleurs la restitution au public de cette campagne de numérisation.

IV.3. Informatique documentaire et diffusion en ligne.

Certains fonds spécifiques, dont les fonds figurés, ont amené à concevoir de nouveaux types d'instruments de recherche, fondés sur des bases de données informatisées. Les chercheurs fréquentant la salle de lecture consultent ces documents sur les écrans des terminaux informatiques de la salle de lecture, au moyen de différents logiciels :

	Année de mise en service	Description des documents	Visualisation des images	Consultation possible sur Internet
Taurus	2000	Oui	Non	Non
Gaia (après Ardent)	2001	Oui (V9)	Oui (V9)	Oui (V9)
Gesco Web	2002	Non	Oui	Oui
Orphée	2003	Oui	Non	Oui

Plusieurs critères ont amené en 2005 à privilégier le logiciel GAIA :

- ✓ échec du marché passé avec un prestataire privé début 2004 pour la visualisation des fonds numérisés : format propriétaire des fichiers livrés, contrairement aux termes du cahier des charges ; effondrement de la base test
- ✓ développement d'une nouvelle version de Gaia (V9), permettant des imports et exports dans des formats non propriétaires et l'intégration des fonctions jusque là assurées par les logiciels Taurus, Gesco Web, Lugh : indexation, visualisation, diffusion en ligne des sources numérisées
- ✓ économie d'échelle, par le déploiement d'un seul logiciel, et simplification de la consultation pour les lecteurs

La conception et la réalisation des volumineuses bases Excel destinées à indexer les sources généalogiques (registres paroissiaux et d'état civil, tables décennales) par l'attaché chargé de l'informatique documentaire ont engendré en 2005 la suspension temporaire de l'indexation des fonds figurés dans la base Taurus, d'où une baisse sensible par rapport à 2004.

Notices saisies dans une base de données	(pour mémoire, 2004)	2005
Archives privées	1 247	11
Documents figurés	2 865	1851
TOTAL	4 112	1 862

Développement du site Web de la DVAD. - Le chantier de numérisation des sources généalogiques des Vosges a été conçu dans une perspective de restitution au public (chercheurs, internautes, secrétaires de mairie) *via* les réseaux Intranet puis Internet : service de proximité, possibilité de consultations concomitantes des mêmes documents. Le site Internet, qui servira de porte d'entrée à la consultation en ligne, a donc été développé en 2005 à destination tout à la fois des chercheurs (état général des fonds), des services versants (bordereaux et procédures à télécharger) et des enseignants (ressources pédagogiques). La DVAD a été attentive à l'interopérabilité du site, qui répond aux normes imposées par le W3C, est adapté aux publics empêchés (protocole WAI) et est conforme aux recommandations nationales sur le contenu des sites Internet de services d'archives.

V. Une politique des publics diversifiée

V.1. L'accueil des lecteurs.

- *Les chiffres fondamentaux : séances de travail / articles communiqués*

	(pour mémoire, 2004)	2005
Nb de séances de travail par an	28 656	26 762

Le chiffre de **28 436 documents communiqués (= sortis des magasins de conservation vers la salle de lecture) en 2005** correspond à la moyenne 1997-2003 (près de 30 000 communications annuelles), en hausse après la chute constatée en 2004 (26 275 documents).

Les opérations de numérisation accentuées depuis plusieurs années pour substituer aux documents originaux fragiles des fichiers numériques consultables sur écran ne trouvent pas encore leur matérialisation, faute de serveur d'hébergement, et expliquent encore ce fort taux de communication de documents qui, du point de vue de la conservation des fonds, ne seront plus amenés à sortir des magasins dans les années à venir. On notera que la consultation des fonds figurés numérisés sur les terminaux informatiques en salle n'est pas renseignée. Le projet du site Web de la DVAD intègrera un compteur pour pouvoir estimer ce type de requêtes.

	Salle de lecture	Dans un service administratif	Total	Proportion
Articles d'archives	16 919	248	17 167	60,35 %
Microfilms et microfiches	10 091	-	10 091	35,5 %
Ouvrages, périodiques, journaux officiels...	1 178	-	1 178	4,15 %
Documents figurés numérisés	n.r.*	-	-	n.r.*
TOTAL 2005	28 188	248	28 436	
(pour mémoire, chiffres 2004)	26 275	265	26 540	

* non renseigné

- *Profil des lecteurs en 2005*

L'augmentation notable de lecteurs inscrits, notée en 2004, est restée relativement stable en 2005.

Le lecteur-type de la DVAD demeure en 2005 un Vosgien, plutôt qu'une Vosgienne ; un retraité, plutôt qu'un actif ; un amateur de généalogie, d'abord, puis d'histoire locale.

	2004		2005	
Généalogistes	1 302	soit 69 %	1 318	74,1 %
Associations, amateurs d'histoire locale	254	soit 13,5 %	257	14,4 %
Usagers effectuant des recherches administratives ou juridiques	181	soit 9,5 %	131	7,35 %
Scientifiques	80	soit 4,2 %	74	4,15 %
Personnel des services versants	72	soit 3,8 %	n.r.*	n.r.*
TOTAL	1 889		1 780	

* non renseigné. Leur absence en 2005 s'explique par le fait qu'ils sont accueillis personnellement par l'équipe chargée des archives contemporaines, qui effectue les sorties temporaires. Le public administratif n'est donc pas comptabilisé par le logiciel de gestion de la salle de lecture.

Il est à noter qu'avec 75 % de lecteurs généalogistes, les Archives des Vosges connaissent un **lectorat beaucoup plus tourné vers la généalogie** (amateur ou professionnelle) **que la moyenne française**, estimée à 56 % (chiffres 2003) de recherches généalogiques amateurs en France **dans les archives départementales et communales** [*Les publics des archives départementales et communales. Profil et pratiques*, Paris, La Documentation française, 2003].

- Une ouverture vers l'université

Dans ce contexte, de premiers contacts fructueux ont été noués avec l'université de Nancy-II en juin 2005 dans la perspective de la rentrée universitaire suivante (présentation des nouveaux fonds classés et suggestion de pistes de recherches universitaires). Six étudiants ont ainsi lancé des travaux de recherche nouveaux sur l'histoire des Vosges à la rentrée 2005. Par ailleurs, les neuf étudiants primés par le Conseil général en 2005 pour leur mention TB en maîtrise d'histoire et de géographie ont été invités à publier les conclusions de leurs recherches sous forme d'un premier article dans les *Annales de la Société d'émulation des Vosges*.

- L'augmentation constante des recherches par correspondance

Le nombre de recherches faites sans se déplacer aux Archives départementales a encore augmenté, tendance en hausse constante depuis 1997 et générale aux services d'archives français.

Recherches par correspondance	(pour mémoire, 2004)	2005
Généalogiques	52,5 %	49,5 %
Administratives et autres	34,7 %	32,5 %
Scientifiques	12,7 %	18 %
TOTAL	706	749

La D.V.A.D. continue, sans mener les recherches à la place du public, à répondre à ces demandes, en signalant les cotes des fonds d'archives concernés et les ouvrages de sa bibliothèque. C'est principalement pour pallier la charge de travail que représente, par rapport aux missions fondamentales du service, les réponses à ces courriers qu'est projetée en 2006 la mise en ligne de l'état général des fonds des Archives des Vosges, *via* le site Web de la DVAD : les chercheurs y trouveront, de façon autonome, une grande partie des réponses aux questions posées sur les ressources documentaires de la DVAD.

- L'assistance à la recherche : publications 2005

Une plaquette de présentation des Archives départementales et d'orientation dans les fonds d'archives, comportant un état sommaire des fonds par période historique, a été publiée en 2005, ainsi que quatre fiches d'aide à la recherche correspondant aux demandes les plus courantes : « Faire l'histoire de sa famille », « Faire l'histoire de sa commune », « Faire l'histoire de sa propriété », « Faire une recherche judiciaire ».

V.2. Les manifestations culturelles.

- Expositions temporaires

Le premier trimestre 2005 a vu l'aboutissement de la coopération de trois services du Conseil général (Archives départementales, Musée départemental, Division Action culturelle), autour de l'exposition

Figures de Madones, vierges sculptées des Vosges, XIIe s.-XVIe s., présentée au Musée départemental, à Epinal (26 févr.-22 mai 2005), puis au Musée d'Unterlinden, à Colmar (juin-sept. 2005). Avec 12 000 entrées, elle a représenté le plus fort taux de fréquentation du Musée départemental. Le catalogue de l'exposition, qui avait mobilisé les deux directeurs successifs et la photographe des Archives départementales depuis 2003, et a bénéficié de la coopération du Département des sculptures du Musée du Louvre, a été réédité dès mars 2005 et fait l'objet de trois commandes successives de la librairie du Louvre pour la seule année 2005.

La DVAD a proposé au cours de l'année 2005 quatre expositions temporaires, impliquant l'ensemble du personnel de la DVAD (conception, recherches documentaires, montage, restauration, communication, animations culturelles), dans un souci de faire connaître au grand public la diversité et la richesse des fonds conservés, grâce à l'appui du Département des Vosges :

- ✓ *Le Train entre en gare ! La compagnie du chemin de fer de l'Est (1854-1937)* (28 janv.-30 avril 2005), en collaboration avec l'Association pour l'histoire des chemins de fer, l'Académie François Bourdon (Le Creusot) et de nombreux prêteurs privés, qui a connu près de 1 800 visiteurs
- ✓ *La Fée Electricité* (18 mai-25 juin 2005), organisée par Gérald Guéry, enseignant du Service éducatif en charge du premier degré
- ✓ *Images de femmes au XIXe siècle* (1^{er} juil.-22 oct. 2005), issue de l'exposition *Images de femmes au XIXe siècle, de l'image d'Epinal au dessin satirique*, présentée par les Archives aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois à l'automne 2004
- ✓ *Jules Ferry (1832-1893), aux sources de la République laïque* (2 déc. 2005-4 mars 2006), en collaboration avec le Musée Carnavalet-Histoire de Paris, le Musée Pierre-Noël de Saint-Dié et la bibliothèque intercommunale d'Epinal/Golbey.

- Expositions itinérantes : de nouveaux profils d'«emprunteurs»

Les prêts des expositions itinérantes des Archives départementales ont connu une hausse sensible : 30 prêts temporaires en 2005 (contre 19 en 2004).

En plus des établissements scolaires et structures para-scolaires des Vosges (Bains-les-Bains, Brù, Contrexéville, Eloyes, Epinal, Jeuxy, Lamarche, Liffol-le-Grand) ou de Meurthe-et-Moselle (Nancy), ont émergé de façon nouvelle et significative parmi les emprunteurs :

- ✓ le tribunal de justice d'Epinal
- ✓ des mairies : Haillainville, Rambervillers, Raon-l'Étape, Vagney
- ✓ des maisons de retraite : Epinal, Gérardmer, Saint-Etienne-lès-Remiremont, Saint-Genest, Ville-sur-Illon. Conséquence directe de l'insertion au printemps 2005 des expositions temporaires de la DVAD dans le dispositif « Culture bleue » de la DVIS, visant l'animation des maisons de retraite.

- Journée d'études Résistance et Déportation

Dans la lignée d'autres services d'archives français depuis 2003 et pour le 60^e anniversaire de la Libération, la DVAD a organisé une journée d'études « Archives de la Résistance et de la Déportation » au siège du Conseil général, avec la collaboration du service départemental de l'ONAC et de la Fondation de la Résistance (9 mai 2005). Fréquentée par plus de 60 personnes et bien accueillie, notamment par les anciens acteurs des événements, cette opération a débouché sur plusieurs dons et dépôts d'archives privées, dont le dépôt des archives d'Albert Fäh, ancien Résistant, ancien déporté, sur les associations de mémoire du département des Vosges (v. 1945-v. 2000 ; 8,40 ml) (188 J).

V.3. Les actions pédagogiques.

- Visites et animations pédagogiques

La fréquentation scolaire, avec quelque 760 élèves et formateurs seulement en visite, renvoie à la période d'étiage des années 1997-2001, mais un effort particulier a été porté sur la formation des enseignants (1 stage Inspection académique, 5 animations pédagogiques, 1 « Mercredi du patrimoine »). L'arrivée de

deux nouveaux professeurs chargés du secondaire (Nathalie Thiriet et Thierry Saunier, chacun 2 h/semaine), à la rentrée universitaire 2005, après le décès de Dany Bass et le départ en retraite de Marie-Christine Renolleau en 2005, va permettre certainement de retrouver une répartition plus équilibrée des visites entre premier et second degré en 2006.

	(2004)	2005
Nombre d'élèves accueillis :	1024	615
✓ classes élémentaires	691	512
✓ collégiens	228	59
✓ lycéens	105	40 dont 14 en lycées professionnels
Nombre d'élèves accueillis hors temps scolaire (ex. : centres aérés)	35	0
Formation des formateurs : nb de stagiaires	14	151

- Concours de création

L'exposition *Un train entre en gare !* a donné lieu à un concours de création (artistique, littéraire, historique) ouvert aux trois degrés d'enseignement, qui a vu récompenser une dizaine de classes du département.

- Exposition des scolaires du primaire

L'accueil des classes élémentaires sur le thème de l'arrivée de l'électricité dans les Vosges a abouti sur une exposition, *La Fée électricité* (mai-juin 2005), organisée par Gérald Guéry, enseignant du Service éducatif, fréquentée par 291 élèves et enseignants du primaire.

- Spots pédagogiques

La diffusion mensuelle, dans la boucle du journal TV local d'Images Plus, de courts spots documentaires, à vocation pédagogique, conçu avec la collaboration du Service éducatif, de l'Inspection académique et de la TV locale, a été lancée en mai 2005. Sous le titre « 1000 ans d'histoire des Vosges en images : trésors des Archives départementales », les 12 spots réalisés d'ici septembre 2006 sont destinés à une édition multimédia (DVD-R), comme support pédagogique pour les enseignants.

V.4. Une fréquentation exceptionnelle des Archives départementales en 2005

Au cours de l'année 2005, la DVAD a accueilli, dans ses différentes activités :

- ✓ 26 762 séances de travail
- ✓ 3 307 visiteurs expositions temporaires
- ✓ 615 élèves, tous degrés confondus
- ✓ 350 visiteurs Journées européennes du patrimoine
- ✓ 210 membres d'associations (présentation du service)
- ✓ 151 formateurs du milieu enseignant
- ✓ 118 services administratifs en formation (archivage)
- ✓ 60 auditeurs (journée d'études Résistance et déportation)
- ✓ 35 collègues venus de 17 départements (AD et DSI) (comité des utilisateurs Gaia)

Ces 31 608 visites annuelles représentent le plus fort taux de fréquentation des Archives départementales des Vosges depuis 1988 (inauguration du bâtiment).

VI. Temps forts et réalisations 2005

Service public

Les services rendus aux administrations et au public ont conduit les projets et les réalisations de la DVAD durant l'année 2005 :

- Accent particulier mis sur la formation des administrations

218 services administratifs différents formés à l'archivage en 2005

- Ouverture à la recherche de nouveaux fonds cotés et inventoriés

près d'1 kilomètre linéaire d'archives classées

Boom du numérique

Les commandes des lecteurs en salle de lecture sont un reflet de la transition radicale qui s'est opérée de la technologie argentique vers le numérique et du profil du lectorat des Archives départementales, déjà parfaitement acquis aux « Nouvelles » technologies de l'information et de la communication.

3816 commandes de reproductions en numérique en 2005 contre 64 en 2004

Le chantier triennal de numérisation des sources généalogiques des Vosges a trouvé son aboutissement en février 2006 avec 2 800 000 vues numériques, livrées sur 11 700 CD et leur copie. Le projet, qui vise la diffusion de ces ressources sur les réseaux Intra puis Internet, concerne 75 % des demandes du public de la DVAD et la totalité des mairies du département (services d'état civil).

900 000 vues numériques préparées et contrôlées, dans le cadre de la 3^e et dernière année du plan de numérisation de l'état civil

Action culturelle

Des animations culturelles et pédagogiques diversifiées ont rythmé l'année 2005 : journée d'études, quatre expositions temporaires, spots documentaires sur Images Plus, conférences accueillies par la Société d'émulation des Vosges, concours de création pour les scolaires, hausse des prêts d'expositions temporaires, afin de soutenir l'accès du plus grand nombre à la richesse et à la variété des fonds conservés

31 600 visiteurs à la DVAD en 2005, toutes catégories confondues

Bâtiment

Les travaux de réhabilitation et d'équipement projetés en 2005 et pris en charge par la D.V.P. ont été presque intégralement réalisés sur l'exercice, apportant de nouvelles perspectives de fonctionnement pour le service et de confort de travail pour le public.

Le niveau d'occupation des magasins de conservation s'est accru de plus de 400 m linéaires en 2005, laissant désormais prévoir une saturation dans 3,5 ans

Un premier volant de mesures a été pris pour retarder cette menace :

- ✓ Destruction systématique des archives légalement éliminables : 200 m linéaires détruits sur 7,7 km linéaires
- ✓ Retour à un taux d'accroissement « normal » (600 m linéaires) après le pic de 900 m linéaires en 2004
- ✓ Équipement en rayonnages des deux derniers magasins de conservation non occupés
- ✓ Aménagement d'un site de préarchivage du Conseil général à Chavelot

Isabelle CHAVE
Directrice des Archives départementales des Vosges
Épinal, février 2006

Annexe
Conservation départementale des Antiquités et Objets d'art
Rapport 2005

I. Personnel.

La Conservation départementale des Antiquités et Objets d'art des Vosges, fermée depuis 2000, a été relancée par la nomination (arrêté ministériel de juillet 2005) d'Isabelle Chave, directrice des Archives départementales, comme conservatrice départementale (CAOA), et Magali Delavenne, conservatrice territoriale du patrimoine, chargée des sites culturels départementaux et de l'Inventaire départemental (DVP-AC), comme conservatrice départementale déléguée (CDAOA). Elles participent aux Conférences régionales du patrimoine et aux réunions annuelles de programmation budgétaire (restauration), initiées par la Conservation régionale des Monuments historiques de Lorraine.

La CAO A s'attache davantage aux protections au titre des Monuments historiques des objets mobiliers et aux vols. La CDAOA a participé aux Journées d'études de l'association des CAO A (Orne) et suit plus particulièrement les subventions du Conseil général pour la restauration

II. La protection du patrimoine mobilier.

- Etat général

Au 31 décembre 2005, le département des Vosges conserve sur son territoire **1791 objets ou ensembles mobiliers classés** au titre des Monuments historiques **ou inscrits** sur l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques, dont 40 relevant du patrimoine industriel, scientifique et technique (PIST) (*ex.* : horloges, outillage et mobilier de l'Imagerie d'Epinal, pots et mobiliers de pharmacies, halle à charbon, locomotives et mobilier de gare, etc.) et 85 relevant du patrimoine instrumental (*ex.* : orgues, cloches, outillage de la fonderie de cloches de Robécourt).

	État des objets classés	État des objets inscrits
Propriété publique et privée confondue	1149	642
dont patrimoine industriel, scientifique et technique	27	13
dont patrimoine instrumental	79	6

Remarque. — Les ensembles sont comptabilisés dans ce tableau comme une entité (*ex.* : les 1344 bois gravés de l'Imagerie d'Epinal (CLMH, 22/10/1991) sont comptabilisés comme 1 seul objet).

- Fonctionnement de la Commission départementale des Objets mobiliers (CDOM)

La CDOM des Vosges ne s'étant plus réunie depuis 1994, de nouveaux membres ont été désignés par arrêté préfectoral en septembre 2005. Un calendrier de deux ou trois CDOM, au rythme de deux réunions par an, vise à résorber l'arriéré des protections au titre des Monuments historiques, en se fondant sur les repérages d'objets mobiliers menés de 1994 à 2004 par les CAO A précédents et la conservatrice régionale des Monuments historiques.

- Etat des objets présentés en CDOM

La première CDOM tenue le 9 novembre 2005 a contribué à proposer à la protection **155 objets ou ensembles mobiliers nouveaux** (voir répartition communale ci-dessous). Le canton de Coussey a fait l'objet d'une prospection cantonale systématique par le CAO de la Meuse, qui a assuré l'intérim de la CAO des Vosges, de 2000 à 2004.

Communes	
Bains-les-Bains	Fontenoy-le-Château
Bulgnéville	Sauville
Corcieux	Champdray, Vienville
Coussey	Autigny-la-Tour, Autreville, Clérey-la-Côte, Coussey, Domrémy-la-Pucelle, Greux, Harmonville, Jubainville, Martigny-lès-Gerbonvaux, Maxey-sur-Meuse, Midrevaux, Moncel-sur-Vair, Punerot, Ruppes, Sionne, Soulosse-sous-Saint-Elophe.
Dompaire	Vaubexy
Epinal	Epinal
Mirecourt	Saint-Prancher-et-Repel
Monthureux-sur-Saône	Bleurville
Neufchâteau	Jainvillotte, Neufchâteau
Provençères-sur-Fave	La Grande Fosse, Provençères-sur-Fave
Remiremont	Saint-Nabord
Senones	Moyenmoutier, Senones
Vittel	Rozerotte-et-Ménil, Vittel

Parmi les ensembles remarquables, on citera le patrimoine mobilier exceptionnellement conservé de l'Imagerie d'Epinal S.A. (propriété privée), qui a été proposé à l'Inscription (vestiges des meubles XVIIIe et XIXe s. de l'imagerie Pellerin) et au Classement (pierres lithographiques, plaques de zinc, petit matériel technique), afin de compléter la campagne de protection des années 1987-1991 (23 machines, CLMH 15/04/1987 ; 1344 bois gravés, CLMH 23/10/1991), de rendre compte du caractère unique en Europe de cet ensemble patrimonial et de stimuler sa valorisation et de sa présentation au public. La *Sainte Anne trinitaire* de Jainvillotte a été proposée au classement dans la foulée de l'exposition *Figures de madones, vierges sculptées des Vosges (XIIe-XVIe s.)*.

Répartition des objets protégés en 2005

L'essentiel du patrimoine proposé à la protection est de statut public (propriété communale), relève du patrimoine religieux et technique, tous deux fortement représentés dans les Vosges, et concerne les domaines de la sculpture et du mobilier.

Abréviations : ISMH : Inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques / CLMH : Classement au titre des Monuments historiques / PIST : Patrimoine industriel, scientifique et technique

Répartition typologique

	Peinture	Sculpture	Orfèvrerie	Textile	Meubles	PIST	Instruments
Rejet	6	1	-	1	4	-	-
ISMH	10	54	7	1	30	3	-
CLMH	7	9	3	1	4	13	1

Répartition juridique

	Propriété publique	PIST	Propriété privée	PIST
Rejet	10	-	3	-
ISMH	92	Dont 3	13	dont 4
CLMH	23	-	15	-

Répartition par destination

	Objets civils	Objets religieux
Rejet	-	12
ISMH	7	98
CLMH	13	25

Dans la foulée de la CDOM de novembre 2005 ont été inscrits par arrêté préfectoral (19 déc. 2005) 52 objets ou ensembles mobiliers. Au 31 décembre 2005, quatre délibérations de conseils municipaux sont encore en attente pour pouvoir faire signer l'arrêté préfectoral complémentaire.

- Etat des objets inscrits par arrêté préfectoral en 2005

Une partie des 155 objets ou ensembles mobiliers proposés à la protection, qui avaient reçu l'accord des conseils municipaux, ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 19 décembre 2005. Le second suivra début 2006.

Propriété publique	PIST	Propriété privée	PIST
38	-	14	dont 4
Objets civils	Objets religieux		
4	48		

Les objets inscrits en 2005 sont majoritairement conservés en édifices culturels (39), sinon à la mairie de Senones, à la cure Saint-Maurice du Rabodeau, à Senones, ou à l'Imagerie d'Epinal.

III. Le récolement du patrimoine protégé.

- Etat du récolement

Le second semestre 2005 a été essentiellement consacré à la préparation de la première CDOM réorganisée depuis 10 ans, priorité justifiée par un lourd arriéré d'objets repérés et non encore protégés. Les quelques récolements effectués n'ont été ni contresignés par le propriétaire et l'affectataire, ni envoyés à la direction de l'Architecture et du Patrimoine (Ministère de la Culture). Cette politique systématique ne pourra être lancée qu'après la reprise de l'arriéré de protection.

- Vols et disparitions signalés en 2005 (extrait base Gendarmerie nationale)

Canton de Bulgnéville		
Médonville	30 octobre 2005	2 statues, 1 calice
Canton de Charmes		
Evaux-et-Ménil	23 mai 2005	2 ciboires, 1 calice, 1 patène, 1 ostensor, des candélabres
Hergugney		
Canton de Châtenois		
Aroffe	22 juin 2005	1 ciboire, 1 tableau, 1 statue
Maconcourt	16 juin 2005	3 statues
Canton de Coussey		
Domrémy-la-Pucelle	18 mars 2005	1 statue, 2 burettes
Canton de Darney		
Dombasle-devant-Darney	12 août 2005	1 calice, 1 statue, 2 crucifix
Canton de Dompaire		
Gugney-aux-Aulx	29 mai 2005	4 statues, 1 calice, 1 patène, 1 ostensor
Canton de Neufchâteau		
Attignéville	18 mars 2005	1 statue, 2 calices, 1 ciboire, 1 patène
Sartes	27 août 2005	2 calices, 2 statues
Villouxel	18 mars 2005	1 calice, 3 statues
Canton de Rambervillers		
Rambervillers	22 mars 2005	1 statue (saint Antoine de Padoue)

Tous les vols signalés à la CAO A et à la CDAO A par la DRAC Lorraine (CRMH), les antennes locales de la gendarmerie ou la presse locale, dépouillée quotidiennement par la responsable des périodiques des Archives départementales, ont été transmis, par le biais de fiches d'alerte, au BCPMI et simultanément à l'Office de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC). Les maires ont été invités, tant par la gendarmerie que par les CAO A, à déposer plainte. Mais il est certain que tous les vols ne sont pas signalés à la CAO A. Aucun objet en provenance des Vosges n'a été retrouvé dans les stocks d'objets recelés signalés par la gendarmerie en décembre 2005 et janvier 2006.

IV. Conservation et restauration du patrimoine mobilier.

- Fonctionnement

La CAO A des Vosges participe à l'élaboration de la programmation des travaux de restauration élaborée par la DRAC Lorraine (CRMH), pour l'allocation des subventions de l'Etat.

Les autorisations de travaux sont établies avec l'ordre de service par la CRMH Lorraine (Inspection des objets mobiliers), pratique mise en place durant l'intérim de la CAO A des Vosges (2000-2004). La CAO A

participe au règlement des subventions en dressant les certificats de service fait, à l'issue des opérations de restauration, pour permettre la mise en paiement des communes.

Le Conseil général participe aux opérations programmées par l'Etat par une subvention directe aux propriétaires (communes), suivant un taux identique pour les objets classés et inscrits, calculés en proportion du potentiel fiscal et de la population de la commune propriétaire (ou de la commune de résidence du propriétaire) : ce taux varie entre 15 et 30 %.

La restauration des objets non protégés peut être prise en charge dans le cadre de la ligne « Petit patrimoine rural » (crédits déconcentrés de l'ancienne ligne « Patrimoine rural non protégé » de la CRMH)

- Accompagnement de l'exposition *Figures de Madones*

L'essentiel de l'assistance aux communes a visé à accompagner les conséquences de l'exposition temporaire consacrée à la statuaire mariale des Vosges, XIIIe-XVIe s. (*Figures de madones*). Le suivi des dépoussiérages, soclages et mises en sécurité, pris en charge par le Conseil général à 100 %, a été assuré par la CDAOA pour des œuvres conservées dans les édifices suivants :

- ✓ Archettes, église Saint-Léger
- ✓ Châtillon-sur-Saône, église de la Nativité
- ✓ Croix aux Mines (La), église Saint-Nicolas
- ✓ Dombrot-le-Sec, église
- ✓ Dombrot-sur-Vair, église Saint-Denis
- ✓ Fontenoy-le-Château, église Saint-Mansuy
- ✓ Gugney-aux-Auls, église Saint-Barthélémy
- ✓ Jainvillotte, chapelle
- ✓ Ligneville, église Saint-Pierre aux Liens
- ✓ Mirecourt, église de la Nativité et chapelle de la Oultre
- ✓ Neufchâteau, église Saint-Nicolas
- ✓ Rambervillers, église Sainte-Libaire
- ✓ Removille, église de la Nativité
- ✓ Sérécourt, église Saint-Mansuy
- ✓ Soulosse-sous-Saint-Elophé, église Saint-Elophé
- ✓ Thons (Les), église du Grand-Thon et église du Petit-Thon
- ✓ Urville, église Saint-Martin
- ✓ Valfroicourt, église de l'Assomption
- ✓ Vroville, église Saint-Didier

- État des restaurations 2005

Sept opérations de restauration par des restaurateurs professionnels ont été en cours dans le département en 2005, avec le suivi scientifique de la CRMH de Lorraine et de la CAO des Vosges et le soutien financier de la DRAC Lorraine et du Conseil général (DVA/Aide aux communes) :

Lieu	Œuvre	Statut	Subvention DRAC	Subvention Département
CHATILLON-SUR-SAONE, église	<i>Christ en croix</i> , ivoire, XVIIIe s.	CLMH	1291 € (réglé)	
CHAMP-LE-DUC, église	<i>Fonts baptismaux</i>	CLMH	5 203 € (engagé) = 50 %	
MARTINVELLE, église Saint-Pierre-ès-Liens	<i>Vierge et Saint Nicolas</i> , huiles sur toile (autels latéraux)	CLMH	20 140,75 € (engagé) = 50 %	25 % (réglé)
RAMBERVILLERS, église	<i>Pietà</i> , XVIe s.	ISMH	3 052,04 € (engagé) = 50 %	
SAINT-DIE, temple maçonnique	<i>Vitraux</i> , Grüber, XXe s.	ISMH	1 286,20 € (engagé) = 30 %	15 % (réglé)
VAUBEXY, église	<i>Peinture</i> , L. Guingot, XIXe s.	ISMH	2 941,20 € (engagé) = 30 %	
VITTEL, église Saint-Rémy	<i>Vierge à l'Enfant apparaissant à saint Antoine de Padoue</i> , huile sur toile, XVIIIe s.	CLMH	1727, 50 € (réglé)	

- Tournées conjointes CAO/CRMH

Deux tournées d'inspection ont été menées avec la conservatrice régionale chargée des Objets mobiliers en 2005 : basilique Saint-Maurice d'Épinal ; église Saint-Mansuy de Fontenoy-le-Château

V. Priorités 2006.

- Protection juridique

Après la réouverture de la CAO des Vosges en juillet 2005, close en 2000, et la nomination de nouveaux membres de la CDOM, en octobre 2005, une première CDOM a pu se tenir en novembre 2005, après 10 ans d'interruption et d'absence de protections juridiques nouvelles. La priorité est donc, en trois ou quatre CDOM, à raison de deux par an, de résorber l'arriéré de protection des objets repérés lors des tournées des années 1994-2004 (CAOA ou IMH). La protection juridique des objets repérés de 1994 à 2004 n'étant pas achevée, la prospection systématique n'est donc pas à l'ordre du jour pour 2006.

Ce travail a nécessité une lourde reprise préalable des bases informatiques (base préfectorale, base ministérielle Palissy), croisées avec les arrêtés originaux de classement ou d'inscription et les fiches objets présents dans le fonds d'archives de la CAO des Vosges, pour une mise au net du patrimoine mobilier protégé du département. Ce travail de compilation indispensable a été mené en mai et juin 2005 par Mélanie GLESS (licence GEIDOC de l'université de Mulhouse).

- Conseils aux communes et aux propriétaires

Après plusieurs années de silence, le rôle et les missions de la CAO sont à faire connaître aux services culturels, aux associations de valorisation patrimoniale, aux maires. Plusieurs interventions de présentation ont pu être faites fin 2005 (Journées du patrimoine, Journées cantonales du patrimoine (Rambervillers), Commission diocésaine d'art sacré, Journées d'études interdiocésaines) ; mais elles demandent à être poursuivies (*via* l'Association des maires, par ex.). Des outils de présentation (brochure sur les missions et les contacts utiles, petit guide du patrimoine mobilier des églises, inspiré de celui de la CAO de l'Ain) ont été réalisés, multigraphiés et diffusés en 2005. Ces démarches doivent être poursuivies en 2006.

- Restauration et mise en sécurité

L'exposition temporaire *Figures de madones, vierges sculptées des Vosges, XIIe-XVIe s.*, présentée au Musée départemental d'art ancien et contemporain, à Épinal, puis au Musée d'Unterlinden, à Colmar, de janvier à septembre 2005, a contribué à relancer les campagnes de restauration et de mise en sécurité des œuvres sculptées du département, et plus largement l'intérêt pour ce type de patrimoine.

La programmation des restaurations 2006-2007 intègre la question de la mise en sécurité, primordiale dans un département très exposé, comme les trois autres départements lorrains, au vol et au vandalisme. Elle tient compte par ailleurs de la perspective de l'exposition *La Gloire des lorrains, XV^e-XVI^e s.*, qui se tiendra au Musée Lorrain, à Nancy, en 2010, et privilégie la restauration du patrimoine sculpté pré-Renaissance et Renaissance du département.

- Mise à jour de la documentation

Après le travail de fond mené au printemps 2005 (*ut supra*), le principal projet consiste dans le paramétrage et le lancement de la base informatisée du patrimoine mobilier protégé des Vosges, à partir de l'application développée par la CAO de l'Hérault (logiciel File Maker Pro) et de l'importation des données existantes (fichiers Excel). La numérisation des diapositives et tirages photographiques sera réalisée dans le cadre des activités programmées du Pôle « Traitement de l'image patrimoniale » des Archives départementales des Vosges.

Isabelle CHAVE
Conservatrice départementale des Antiquités et Objets d'art
Épinal, février 2006